



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/COM.2/L.24/Add.5
13 mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie
et des questions financières connexes

Onzième session
Genève, 8-14 mars 2007
Point 10 de l'ordre du jour

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'INVESTISSEMENT,
DE LA TECHNOLOGIE ET DES QUESTIONS FINANCIÈRES
CONNEXES SUR SA ONZIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations
du 8 au 14 mars 2007

Rapporteur: M. Edward Brown (Royaume-Uni)

**EXAMENS DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT:
ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES NATIONALES**

(Point 5 de l'ordre du jour)

**RAPPORT SUR LA SUITE DONNÉE À L'EXAMEN DE LA POLITIQUE
D'INVESTISSEMENT DE L'UGANDA**

Résumé du Président

1. Le secrétariat a présenté les principales conclusions du rapport sur la suite donnée à l'examen de la politique d'investissement de l'Ouganda effectué en 2000. Ce rapport avait été établi grâce au concours financier du Gouvernement italien. L'Ouganda avait suivi un programme bien ciblé de réforme de la politique d'investissement pendant la période 2000-2006. Il avait obtenu de très bons résultats dans certains domaines, notamment la promotion de l'investissement et la réforme bancaire, mais d'importants problèmes subsistaient dans d'autres secteurs, en particulier l'énergie et les transports. Le rythme de la réforme avait également été plus lent que prévu et il s'était parfois révélé difficile de passer de la théorie à la pratique. Cela dit, le bilan général était positif et les flux d'IED avaient augmenté depuis 2006, tout en se diversifiant. La réforme semblait aussi aller de l'avant, ce qui était encourageant.
2. Le représentant de l'Agence ougandaise de l'investissement a souligné que le pays avait fait des progrès dans plusieurs domaines ces dernières années: renforcement de la stabilité politique et de la démocratie multipartite, accueil favorable réservé aux investisseurs dans le cadre de la démarche «Team Uganda» et révision du régime d'investissement, entre autres. La réforme avait stimulé à la fois l'investissement local et l'investissement étranger, qui avaient tous deux augmenté. Parmi les améliorations récentes, on pouvait citer la création d'un «guichet unique» pour les investisseurs à l'Agence ougandaise de l'investissement, ainsi que les progrès accomplis dans l'établissement de zones économiques équipées et dans la distribution d'électricité. La réforme et l'application des recommandations issues de l'examen de la politique d'investissement avaient été conduites au plus haut niveau, ainsi qu'en témoignait l'institution de la Table ronde présidentielle des investisseurs.

3. Les mesures recommandées par la CNUCED n'avaient pas encore toutes été mises en œuvre. Certaines relevaient de la seule compétence du Gouvernement (adoption de lois sur l'investissement et les zones franches), mais d'autres nécessitaient une assistance technique supplémentaire. Le représentant a sollicité le concours de la CNUCED pour présenter les conclusions du rapport au Président ainsi qu'aux autres personnes concernées en Ouganda, pour mettre en place un système de surveillance et de contrôle applicable aux chartes des clients afin de renforcer l'initiative «Team Uganda», pour lancer l'«Investment Gateway» en Ouganda et pour faire en sorte que le pays profite des futurs investissements dans le secteur minier.

4. À propos des examens de la politique d'investissement, un représentant a souligné l'importance de la sensibilisation et de la responsabilisation. Les recommandations, aussi utiles fussent-elles, ne seraient pas suivies d'effets si l'État et la société civile n'étaient pas suffisamment conscients de leur importance. Il fallait absolument associer tous les intéressés au processus, et on a félicité le secrétariat d'avoir fait participer les parlements nationaux à certains examens.

5. De nombreux représentants ont déclaré qu'il fallait aider les pays à appliquer les recommandations issues des examens, car souvent ils n'étaient pas capables de procéder seuls aux réformes voulues. Une assistance technique était donc essentielle pour que les examens de la politique d'investissement portent leurs fruits. Le mode de financement de l'examen réalisé au Rwanda – le Gouvernement allemand avait fourni des fonds pour l'examen lui-même ainsi que pour certains projets initiaux visant à appliquer les recommandations – était un exemple dont il faudrait s'inspirer systématiquement à l'avenir. Des représentants ont également préconisé le renforcement et l'institutionnalisation du mécanisme d'examen collégial, ce qui enrichirait les réunions, les rendrait plus dynamiques et interactives et permettrait un échange de vues plus utile sur les recommandations.

6. Un représentant a souligné que les rapports sur la suite donnée aux recommandations étaient d'une aide précieuse pour évaluer les progrès des réformes mises en œuvre ainsi que l'impact des examens. Plusieurs représentants ont dit que les examens étaient utiles pour améliorer les conditions d'investissement et attirer davantage de fonds.

7. Les représentants ont félicité l'Ouganda des progrès qu'il avait accomplis dans la réforme de son régime d'investissement ces dernières années. D'une façon générale, ils pensaient comme le secrétariat qu'il fallait poursuivre la réforme et constataient que les progrès avaient été plus lents que prévu dans certains domaines. L'un d'eux estimait que les retards tenaient à ce que les pouvoirs publics n'avaient pas les moyens voulus pour mener à bien les réformes, et a instamment prié la CNUCED, d'autres organismes multilatéraux et les donateurs à fournir un appui plus important pour le renforcement des capacités et l'application des recommandations.
